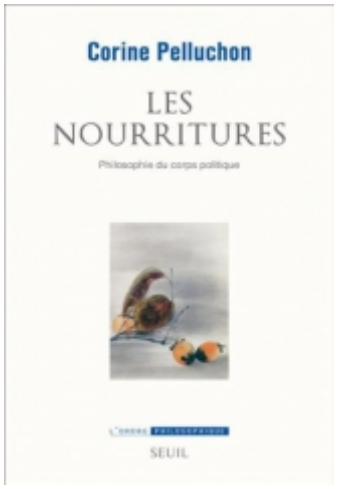
Les nourritures. Philosophie du corps politique. Corine Pelluchon

19 juin 2015



Pourquoi les enjeux du développement durable et de l'agro-écologie, la question du bien-être animal ou la préservation de la saine alimentation ont-ils autant de mal à entrer dans le champ des délibérations démocratiques ? Que faire pour que les éthiques environnementales, élaborées au fil des décennies, pénètrent vraiment les institutions et débats politiques ? Telles sont les questions auxquelles Corine Pelluchon (professeure à l'université de Franche-Comté) essaie de répondre dans ce dense et solide essai philosophique paru début 2015.

Il serait vain de chercher à résumer ses réflexions, qui visent dans une première partie (avec Husserl et surtout Lévinas) à élaborer une nouvelle phénoménologie de l'existence, puis dans la seconde partie (avec Hobbes, Locke, Rousseau, Rawls) à rénover le « contrat social » et à fonder une véritable démocratie écologique. Dans le cadre de ce blog de veille, on se contentera de présenter quelques linéaments de son raisonnement :

1. La faim et la satiété sont les points de départ de nos expériences et de notre existence. Notre rapport au monde est, au commencement, un rapport à *ce* qui alimente notre corps et à *ceux* qui l'alimentent. Cette « corporéité du sujet » fait que vivre, c'est toujours « vivre de ».

2. Nous reproduisons constamment ce schéma alimentaire primordial et nous nous « nourrissons » littéralement d'air, de lumière, d'eau et de saveurs, mais aussi de travail, de sentiments, de culture ou de paysages. Nous incorporons tous ces milieux qui nous entourent, nous sommes ce dont nous dépendons et qui nous perfuse. En assurant notre *subsistance*, le monde définit notre *substance*.

3. Cette « phénoménologie des nourritures » induit un changement des rapports avec la nature. Si nous sommes consubtantiels à notre environnement, celui-ci ne peut plus être pensé, comme dans l'écologie classique ou les théories du développement durable, en termes de « ressources » externes qu'il s'agirait d'exploiter, de protéger ou de sanctuariser.

4. Parler de « nourritures » plutôt que de « ressources » amène à considérer que notre existence ne peut pas être individuelle : elle est nécessairement collective car nous appartenons au monde de toutes les espèces, de l'écosphère et de la biodiversité. Habiter la terre, c'est partager la « maison commune », c'est-à-dire l'espace et le milieu des

autres existants.

5. De fait, l’homme ne peut plus assujettir, exploiter, industrialiser et chosifier les animaux, co-habitants intimement mêlés à nos vies, qui doivent bénéficier de respect, de droits positifs et de conditions décentes d’accomplissement. Il est temps de procurer à la question animale une ontologie et une théorie politique.

6. La faim étant ce besoin primitif qui marque notre dépendance essentielle, manger est un acte économique, moral et politique. Il faut donc renforcer le droit à l’alimentation, à la souveraineté alimentaire, reconnaître le caractère spécifique du commerce des denrées et le doter d’une protection internationale adaptée.

Bruno Hérault, Centre d’études et de prospective

Lien : Éditions du Seuil